



Maisons-Alfort, le 23 décembre 2019

**Conclusions de l'évaluation\***  
**relatives à une demande de renouvellement d'autorisation**  
**pour la préparation LONPAR,**  
**à base de 2,4-D, de MCPA et de clopyralid,**  
**de la société DOW AGROSCIENCES S.A.S.**  
**après approbation du 2,4-D au titre du règlement (CE) n°1107/2009**  
**dans le cadre de l'article 43**

*L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail a notamment pour missions l'évaluation ainsi que la délivrance de la décision d'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques.*

*Les « conclusions de l'évaluation » portent uniquement sur l'évaluation des risques et des dangers que l'utilisation de ces produits peut présenter pour l'homme, l'animal ou l'environnement ainsi que sur l'évaluation de leur efficacité et de l'absence d'effets inacceptables sur les végétaux et produits végétaux. Le présent document ne constitue pas une décision.*

## **PRESENTATION DE LA DEMANDE**

L'Agence a accusé réception d'un dossier, déposé par la société DOW AGROSCIENCES S.A.S., relatif à une demande de renouvellement d'autorisation pour la préparation LONPAR après approbation du 2,4-D au titre du règlement (CE) n°1107/2009<sup>1</sup> pour un emploi par des utilisateurs professionnels.

La préparation LONPAR est un herbicide à base de 150 g/L de 2,4-D<sup>2</sup> équivalent acide (soit 180,73 g/L de sel de diméthylamine de 2,4-D), de 175 g/L de MCPA<sup>3</sup> acide (soit 214,46 g/L de sel de diméthylamine de MCPA) et de 35 g/L de clopyralid<sup>3</sup> acide (soit 46,12 g/L de sel de monoéthanolamine du clopyralid), se présentant sous la forme d'un concentré soluble (SL), appliquée en pulvérisation. Les usages revendiqués (cultures et doses d'emploi annuelles) sont mentionnés en annexe 1.

La préparation LONPAR dispose d'une autorisation de mise sur le marché (AMM<sup>4</sup> n°8200538). En raison de l'approbation du 2,4-D au titre du règlement (CE) n°1107/2009, les risques liés à l'utilisation de cette préparation doivent être réévalués dans le cadre de l'article 43 sur la base des conclusions européennes relatives à la substance active.

Ces conclusions sont fondées sur l'examen par la Direction d'Evaluation des Produits Réglementés de l'Agence du dossier déposé pour cette préparation, conformément aux dispositions du règlement (CE) n°1107/2009, de ses règlements d'application, de la réglementation nationale en vigueur et des documents guide.

\* Annulent et remplacent les conclusions de l'évaluation du 04/04/2019, suite à la publication d'un avis de l'EFSA datant du 15 mars 2019 (EFSA Journal 2019;17(5):5660).

<sup>1</sup> Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil.

<sup>2</sup> Règlement d'exécution (UE) 2015/2033 de la Commission du 13 novembre 2015 renouvelant l'approbation de la substance active 2,4-D conformément au règlement (CE) no 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, et modifiant l'annexe du règlement d'exécution (UE) no 540/2011 de la Commission.

<sup>3</sup> Règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la commission du 25 mai 2011 portant application du règlement (CE) no 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne la liste des substances actives approuvées

<sup>4</sup> Autorisation de Mise sur le Marché

Cette préparation a été évaluée par la Direction d'Evaluation des Produits Réglementés dans le cadre de la procédure zonale pour l'ensemble des Etats membres de la zone Sud de l'Europe en tenant compte des usages pire-cas (principe du risque enveloppe<sup>5</sup>). Dans le cas où des mesures d'atténuation du risque sont proposées, elles sont adaptées aux usages revendiqués en France.

L'évaluation a donné lieu à la rédaction d'un « Registration Report » soumis à commentaire auprès des Etats membres et du demandeur avant finalisation et validation par la Direction d'Evaluation des Produits Réglementés.

Les conclusions de l'évaluation ci-dessous se rapportent à la partie A du « Registration Report » (en langue anglaise). C'est une synthèse de la demande d'autorisation, des résultats de l'évaluation et des conditions de l'autorisation proposée, que l'Agence rend publique sur son site internet.

Les données prises en compte dans l'évaluation sont celles qui ont été considérées comme valides lors de la soumission du dossier, soit au niveau européen (Review Report et conclusions de l'EFSA), soit par la Direction d'Evaluation des Produits Réglementés. Les conclusions relatives à la conformité se réfèrent aux critères indiqués dans le règlement (UE) n°546/2011<sup>6</sup>. Lorsque des données complémentaires sont identifiées, celles-ci sont détaillées à la fin de la conclusion.

***Après évaluation de la demande, des commentaires des Etats membres de la zone Sud de l'Europe et avec l'accord d'un groupe d'experts du Comité d'experts spécialisé "Produits phytopharmaceutiques : substances et préparations chimiques", la Direction d'Evaluation des Produits Réglementés émet les conclusions suivantes.***

## SYNTHESE DES RESULTATS DE L'EVALUATION

En se fondant sur les principes uniformes définis dans le règlement (UE) n°546/2011, sur les conclusions de l'évaluation européenne des substances actives, sur les données soumises par le demandeur et évaluées dans le cadre de cette demande, les commentaires des Etats membres de la zone Sud de l'Europe ainsi que sur l'ensemble des éléments dont elle a eu connaissance, la Direction d'Evaluation des Produits Réglementés estime que :

Seule la substance active en cours de réexamen (2,4-D) a été évaluée dans le cadre de ce dossier. Concernant le MCPA et le clopyralid, les mesures de gestion initialement proposées s'appliquent.

- A.** Les caractéristiques physico-chimiques de la préparation LONPAR ont été décrites et sont considérées comme conformes dans les conditions d'emploi précisées ci-dessous.

Les méthodes d'analyse de la substance active 2,4-D dans la préparation LONPAR et de ces résidus dans les plantes et denrées d'origine animale sont conformes. Les teneurs maximales réglementées en impuretés dioxines et furannes dans la substance sont respectées. Ces impuretés ne se forment pas dans la préparation. Les méthodes d'analyse de ces impuretés dans la substance active sont validées, toutefois elles sont manquantes pour la préparation.

<sup>5</sup> SANCO document "risk envelope approach", European Commission (14 March 2011). Guidance document on the preparation and submission of dossiers for plant protection products according to the "risk envelope approach"; SANCO/11244/2011 rev. 5

<sup>6</sup> Règlement (UE) n° 546/2011 de la Commission du 10 juin 2011 portant application du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les principes uniformes d'évaluation et d'autorisation des produits phytopharmaceutiques.

L'estimation des expositions liées à l'utilisation de la préparation LONPAR, pour les usages revendiqués, est inférieure à l'AOEL<sup>7</sup> modifiée<sup>8</sup> du 2,4-D pour les opérateurs, les travailleurs, les résidents<sup>9</sup> et les personnes présentes dans les conditions d'emploi précisées ci-dessous.

Conformément aux données présentées dans le dossier, les niveaux de résidus mesurés et la distribution des résultats indiquent que, aux bonnes pratiques agricoles<sup>10</sup> revendiquées, les usages n'entraînent pas de dépassement des LMR<sup>11</sup> en vigueur sur céréales.

En l'absence d'éléments permettant d'évaluer les niveaux de résidus de clopyralid dans les cultures de rotation ou de remplacement implantées moins de 125 jours après traitement, une mesure de gestion est proposée.

Les niveaux estimés des expositions aiguë et chronique pour le consommateur, liés à l'utilisation de la préparation LONPAR, sont inférieurs à la dose de référence aiguë<sup>12</sup> et à la dose journalière admissible<sup>13</sup> du 2,4-D.

Les concentrations estimées dans les eaux souterraines en 2,4-D et ses métabolites, liées à l'utilisation de la préparation LONPAR, sont inférieures aux valeurs seuils définies dans le règlement (UE) n° 546/2011 et dans le document guide SANCO/221/2000<sup>14</sup> dans les conditions d'emploi proposées par le demandeur et précisées ci-dessous.

Les niveaux d'exposition estimés pour les espèces non-cibles terrestres et aquatiques, liés à l'utilisation de la préparation LONPAR, sont inférieurs aux valeurs de toxicité de référence pour chaque groupe d'organismes dans les conditions d'emploi précisées ci-dessous.

- B.** Le niveau d'efficacité de la préparation LONPAR appliquée en post-levée est considéré comme satisfaisant pour le contrôle des dicotylédones pour l'ensemble des usages revendiqués.

Le niveau de sélectivité de la préparation LONPAR est considéré comme satisfaisant pour l'ensemble des usages revendiqués. Cependant, compte tenu des risques de phytotoxicité, il conviendrait de ne pas utiliser les composts, mulchs, lisiers et fumiers issus des cultures traitées avec du clopyralid sur des cultures maraîchères et florales.

Les risques d'impact négatif sur le rendement, la qualité, les processus de panification/maltage-brassage et la multiplication sont considérés comme négligeables.

<sup>7</sup> AOEL : (Acceptable Operator Exposure Level ou niveau acceptable d'exposition pour l'opérateur) est la quantité maximale de substance active à laquelle l'opérateur peut être exposé quotidiennement, sans effet dangereux pour sa santé.

<sup>8</sup> Les valeurs toxicologiques de référence ont été modifiées en octobre 2017 (SANCO/11961/2014 Rev 4 final 6 October 2017).

<sup>9</sup> L'estimation de l'exposition intègre une distance de 3 mètres à partir de la rampe de pulvérisation (EFSA Journal 2014;12(10):3874).

<sup>10</sup> Au sens du règlement (CE) N°396/2005

<sup>11</sup> La limite maximale applicable aux résidus (LMR) est la concentration maximale du résidu d'un pesticide autorisée dans ou sur des denrées alimentaires ou aliments pour animaux, fixée conformément au règlement (CE) N°396/2005, sur la base des bonnes pratiques agricoles et de l'exposition la plus faible possible permettant de protéger tous les consommateurs vulnérables.

<sup>12</sup> La dose de référence aiguë (ARfD) d'un produit chimique est la quantité estimée d'une substance présente dans les aliments ou l'eau de boisson, exprimée en fonction du poids corporel, qui peut être ingérée sur une brève période, en général au cours d'un repas ou d'une journée, sans risque appréciable pour la santé du consommateur, compte tenu de tous les facteurs connus au moment de l'évaluation. Elle est exprimée en milligrammes de substance chimique par kilogramme de poids corporel (OMS, 1997).

<sup>13</sup> La dose journalière admissible (DJA) d'un produit chimique est une estimation de la quantité de substance active présente dans les aliments ou l'eau de boisson qui peut être ingérée tous les jours pendant la vie entière, sans risque appréciable pour la santé du consommateur, compte tenu de tous les facteurs connus au moment de l'évaluation. Elle est exprimée en milligrammes de substance chimique par kilogramme de poids corporel (OMS, 1997).

<sup>14</sup> Guidance document on the assessment of the relevance of metabolites in groundwater of substances regulated under Council directive 91/414/EEC. SANCO/221/2000-rev10-final, 25 February 2003.

Le risque d'impact négatif sur les cultures suivantes est considéré comme acceptable. Néanmoins, une attention particulière devra être portée sur les conditions d'installation des cultures suivantes et/ou cultures de remplacement.

Le risque d'impact négatif sur les cultures adjacentes est considéré comme acceptable. Néanmoins, une attention particulière devra être portée aux conditions d'application de la préparation à proximité des cultures adjacentes.

Il existe un risque d'apparition ou de développement de résistance vis-à-vis du 2,4-D, du MCPA et du clopyralid nécessitant une surveillance, en particulier pour *Papaver rhoeas* dans les céréales.

## CONCLUSIONS

En résumé, la conformité ou l'absence de conformité aux principes uniformes définis dans le règlement (UE) n°546/2011 est indiquée, usage par usage et sous réserve des conditions d'emploi décrites ci-après, dans le tableau suivant. Ce tableau prend également en compte l'analyse des données de surveillance du 2,4-D qui sont présentées dans le cas des renouvellements d'autorisation en annexe 3. Les données de surveillance relatives au MCPA et au clopyralid seront analysées lors du réexamen des préparations après réapprobation des substances.

### I. Résultats de l'évaluation pour les usages revendiqués par le demandeur pour une autorisation de mise sur le marché de la préparation LONPAR

| Usages correspondant au catalogue des usages en vigueur au 1 <sup>er</sup> avril 2014 (a) | Dose maximale d'emploi de la préparation | Nombre maximal d'applications (c)   | Stade d'application  | Délai avant récolte (DAR <sup>15</sup> ) | Conclusion (b) |
|---|--|---|--|--|----------------|
| 15105911<br>Avoine*désherbage   | 2 L/ha                                   | 1   | BBCH 30-32<br>(céréales d'hiver)<br>BBCH 29-32<br>(céréales de printemps)  | F  | Conforme       |
| 15105912<br>Blé*désherbage  | 2 L/ha                                   | 1   | BBCH 30-32<br>(céréales d'hiver)<br>BBCH 29-32<br>(céréales de printemps)  | F  | Conforme       |
| 15105913<br>Orge*désherbage   | 2 L/ha                                   | 1   | BBCH 30-32<br>(céréales d'hiver)<br>BBCH 29-32<br>(céréales de printemps)  | F  | Conforme       |
| 15105915<br>Seigle*désherbage   | 2 L/ha                                   | 1   | BBCH 30-32<br>(céréales d'hiver)<br>BBCH 29-32<br>(céréales de printemps)  | F  | Conforme       |
| 15305905 Graminées fourragères*désherbage   | 2 L/ha                                   | 1 application /<br>3 ans (jeunes graminées fourragères)<br><br>1 application /<br>an (graminées fourragères installées) | 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin<br>BBCH 14-39<br>(jeunes graminées fourragères)<br><br>15 mars au 30 juin<br>(graminées fourragères installées) | 28 jours                                 | Conforme       |

<sup>15</sup> Le délai avant récolte (DAR) est le délai minimal autorisé entre le dernier traitement et la récolte d'une culture ; ce délai peut être défini soit en jours, soit par le stade de croissance de la culture lors de la dernière application (on parle alors de DAR F).

| Usages correspondant au catalogue des usages en vigueur au 1 <sup>er</sup> avril 2014 (a) | Dose maximale d'emploi de la préparation                       | Nombre maximal d'applications (c)   | Stade d'application  | Délai avant récolte (DAR <sup>15</sup> ) | Conclusion (b)  |
|---|--|---|--|--|-----------------|
| 15705914<br>Prairies*désherbage   | 2 L/ha<br>jeunes prairies<br><br>3 L/ha<br>prairies installées | 1 application /<br>3 ans (jeunes prairies)<br><br>1 application /<br>an (prairies installées) | 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin<br>BBCH 14-39<br>(jeunes prairies)<br><br>15 mars au 30 juin<br>(prairies installées) | 28 jours                                 | <b>Conforme</b> |

Les lignes grisées dans le tableau signalent que l'évaluation conduit à identifier un risque ou bien que l'efficacité biologique n'a pas été démontrée. Dans la colonne « conclusion », est signalé le domaine de l'évaluation concerné.

(a) Arrêté du 26 mars 2014 relatif à la mise en œuvre du catalogue national des usages phytopharmaceutiques visés dans les décisions d'autorisation de mise sur le marché et de permis de commerce parallèle des produits phytopharmaceutiques et des adjuvants, JORF du 30 mars 2014.

(b) La conformité fait référence aux principes uniformes définis dans le règlement (UE) n°546/2011. Sauf mention explicite, cette conformité porte sur la culture de référence définie dans le catalogue. La compatibilité des LMR des cultures rattachées par le catalogue a été vérifiée. L'évaluation est non finalisée en l'absence ou par manque de données satisfaisant les critères d'évaluation.

(c) Nombre d'applications pour un cycle cultural par an ou à une fréquence indiquée dans les conditions d'emploi et par parcelle.

## II. Classification de la préparation LONPAR

| Classification selon le règlement (CE) n° 1272/2008 <sup>16</sup> |  |
|---|--|
| Catégorie   | Code H   |
| Toxicité aiguë (par voie orale), catégorie 4                      | H302 Nocif en cas d'ingestion  |
| Lésions oculaires graves, catégorie 1                             | H318 Provoque des lésions oculaires graves   |
| Danger chronique pour le milieu aquatique, catégorie 1            | H410 Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme. |
| Pour les phrases P se référer à la réglementation en vigueur      |  |

Cette classification doit être prise en compte pour l'étiquetage du produit ainsi que pour tout document d'information sur le produit.

L'étiquette devrait porter la mention suivante : « EUH208 : Contient du 2,4-D. Peut produire une réaction allergique. »

La classification des substances actives est rappelée en annexe 2.

## III. Conditions d'emploi

Les conditions d'emploi précisées ci-dessous sont issues de l'évaluation et de mesures de prévention, pour chaque section du dossier pour laquelle l'usage revendiqué pourrait ainsi être considéré comme conforme. Il convient de les reprendre et/ou de les adapter au regard des usages qui seront effectivement accordés.

- **Pour l'opérateur<sup>17</sup>**, dans le cadre d'une application effectuée à l'aide d'un pulvérisateur à rampe, porter :
  - **pendant le mélange/chargement**
    - Gants en nitrile certifiés EN 374-3 ;
    - Combinaison de travail en polyester 65 %/coton 35 % avec un grammage de 230 g/m<sup>2</sup> ou plus avec traitement déperlant ;
    - EPI partiel (blouse) de catégorie III et de type PB (3) à porter par-dessus la combinaison précitée ;
    - Lunettes ou écran facial certifié norme EN 166 (CE, sigle 3);

<sup>16</sup> Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

<sup>17</sup> Sur la base de l'estimation des expositions et des mesures de prévention des risques proposées par le demandeur et vérifiées par l'Anses.

- **pendant l'application - Pulvérisation vers le bas**

*Si application avec tracteur avec cabine*

- Combinaison de travail en polyester 65 %/coton 35 % avec un grammage d'au moins 230 g/m<sup>2</sup> avec traitement déperlant ;
- Gants en nitrile certifiés EN 374-2 à usage unique, dans le cas d'une intervention sur le matériel pendant la phase de pulvérisation. Dans ce cas, les gants ne doivent être portés qu'à l'extérieur de la cabine et doivent être stockés après utilisation à l'extérieur de la cabine ;

*Si application avec tracteur sans cabine*

- Combinaison de travail en polyester 65 %/coton 35 % avec un grammage d'au moins 230 g/m<sup>2</sup> avec traitement déperlant ;
- Gants en nitrile certifiés EN 374-2 à usage unique, dans le cas d'une intervention sur le matériel pendant la phase de pulvérisation ;

- **pendant le nettoyage du matériel de pulvérisation**

- Gants en nitrile certifiés EN 374-3 ;
- Combinaison de travail en polyester 65 %/coton 35 % avec un grammage de 230 g/m<sup>2</sup> ou plus avec traitement déperlant ;
- EPI partiel (blouse ou tablier à manches longues) de catégorie III et de type PB (3) à porter par-dessus la combinaison précitée ;
- Lunettes ou écran facial certifié norme EN 166 (CE, sigle 3)

- **Pour le travailleur<sup>18</sup>**, dans les cas où celui-ci serait amené à intervenir sur les parcelles traitées et si justifié suite à l'évaluation des risques qui peut intégrer un délai de rentrée (DRE) : combinaison de travail en polyester 65 %/coton 35 % avec un grammage de 230 g/m<sup>2</sup> ou plus avec traitement déperlant.
- **Délai de rentrée<sup>19</sup>** : 24 heures en cohérence avec l'arrêté<sup>20</sup> du 4 mai 2017.
- **SP 1** : Ne pas polluer l'eau avec le produit ou son emballage. (Ne pas nettoyer le matériel d'application près des eaux de surface. /Eviter la contamination via les systèmes d'évacuation des eaux à partir des cours de ferme ou des routes).
- **SPe 3** : Pour protéger les plantes non cibles, respecter une zone non traitée de 5 mètres par rapport à la zone non cultivée adjacente pour les usages revendiqués sur céréales de printemps et d'hiver et prairies.
- **SPe 3** : Pour protéger les organismes aquatiques, respecter une zone non traitée de 5 mètres par rapport aux points d'eau.
- **Limites maximales de résidus** : se reporter aux LMR définies au niveau de l'Union européenne<sup>21</sup>.
- **Délai(s) avant récolte** :
  - Céréales d'hiver et de printemps : F – La dernière application doit être effectuée au plus tard au stade BBCH 32
  - Graminées fourragères et prairies : 28 jours
- **Autre condition d'emploi** :
  - Il est recommandé d'attendre 125 jours après l'application de clopyralid pour planter une nouvelle culture sur laquelle le clopyralid n'est pas autorisé. Les cultures plantées moins de 125 jours après l'application ne devront pas être traitées avec du clopyralid.

<sup>18</sup> Sur la base de l'estimation des expositions et des mesures de prévention des risques proposées par le demandeur et vérifiées par l'Anses.

<sup>19</sup> Le délai de rentrée est la durée pendant laquelle il est interdit aux personnes de pénétrer sur ou dans les lieux où a été appliqué un produit.

<sup>20</sup> Arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime, JORF du 7 Mai 2017

<sup>21</sup> Règlement (CE) n°396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005, concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil (JOUE du 16/03/2005) et règlements modifiant ses annexes II, III et IV relatives aux limites maximales applicables aux résidus des produits figurant à son annexe I.



### Recommandations de la Direction d'Évaluation des Produits Réglementés pour réduire les expositions

Il convient de rappeler que l'utilisation d'un matériel adapté et entretenu et la mise en œuvre de protections collectives constituent la première mesure de prévention contre les risques professionnels, avant la mise en place de protections complémentaires comme les protections individuelles.

En tout état de cause, le port de combinaison de travail dédiée ou d'EPI doit être associé à des réflexes d'hygiène (ex : lavage des mains, douche en fin de traitement) et à un comportement rigoureux (ex : procédure d'habillage/déshabillage). Les modalités de nettoyage et de stockage des combinaisons de travail et des EPI réutilisables doivent être conformes à leur notice d'utilisation.

Il convient au demandeur de se conformer à la norme applicable sur les EPI de type vestimentaire (ISO EN 27065<sup>22</sup>).

### Commentaires sur les préconisations agronomiques

- Compte tenu des risques de phytotoxicité, il conviendrait de ne pas utiliser les composts, mulchs, lisiers et fumiers issus des cultures traitées avec du clopyralid sur les cultures maraîchères et florales.

### Emballages

- Bidon en PET<sup>23</sup> (5 L)
- Bidon en PEHD<sup>24</sup> (10 L et 20 L)

## IV. Données post-autorisation

Les éléments mentionnés, pour information, dans la liste ci-dessous, concernent exclusivement les sections pour lesquelles l'usage revendiqué pourrait être considéré comme conforme, le cas échéant dans des conditions d'emploi adaptées. Les données qui permettraient éventuellement de conduire à la conformité d'un usage indiqué comme « non conforme » dans le tableau 1 ne figurent pas dans cette liste.

Il conviendrait de fournir dans un délai de 6 mois :

- Pour le contrôle de la préparation, la confirmation de l'applicabilité de la méthode de détermination des impuretés pertinentes dioxines et furanes en TCDD équivalent toxique (<10 µg/kg de substance active) dans la substance active technique à la préparation.

## V. Données de surveillance

Il conviendrait de surveiller toute apparition ou développement de résistance aux 2,4-D, MCPA et clopyralid, en particulier pour *Papaver rhoeas* dans les céréales. Il conviendra de fournir immédiatement à l'Anses toute nouvelle information susceptible de modifier l'analyse du risque de résistance concernant le désherbage des céréales. Il conviendra dans tous les cas de fournir au moment du renouvellement de la préparation un bilan des résultats de la surveillance mise en place.

<sup>22</sup> ISO, 2017. Habillement de protection – Exigences de performance pour les vêtements de protection portés par les opérateurs appliquant des pesticides et pour les travailleurs de rentrée. NF EN ISO 27065, 18 p.

<sup>23</sup> PET : Polyéthylène téréphtalate

<sup>24</sup> PEHD : Polyéthylène haute densité

**Annexe 1**

**Usage(s) revendiqué(s) par le demandeur pour une autorisation de mise sur le marché  
de la préparation LONPAR**

| Substance(s) active(s) | Composition de la préparation | Dose(s) maximale(s) de substance active |
|------------------------|-------------------------------|---|
| 2,4 D                  | 150 g/L                       | 450 g sa/ha/an                          |
| MCPA                   | 175 g/L                       | 525 g sa/ha/an                          |
| clopyralid             | 35 g/L                        | 105 g sa/ha/an                          |

| Usage(s) correspondant au catalogue des usages en vigueur au 1 <sup>er</sup> avril 2014 | Dose d'emploi de la préparation                    | Nombre d'applications   | Stade d'application   | Délai avant récolte (DAR) |
|---|--|---|---|---------------------------|
| 15105911 Avoine*désherbage  | 2 L/ha   | 1   | BBCH 30-32 (céréales d'hiver)<br>BBCH 29-32 (céréales de printemps)   | BBCH 32                   |
| 15105912 Blé*désherbage   | 2 L/ha   | 1   | BBCH 30-32 (céréales d'hiver)<br>BBCH 29-32 (céréales de printemps)   | BBCH 32                   |
| 15105913 Orge*désherbage  | 2 L/ha   | 1   | BBCH 30-32 (céréales d'hiver)<br>BBCH 29-32 (céréales de printemps)   | BBCH 32                   |
| 15105915 Seigle*désherbage  | 2 L/ha   | 1   | BBCH 30-32 (céréales d'hiver)<br>BBCH 29-32 (céréales de printemps)   | BBCH 32                   |
| 15305905 Graminées fourragères*désherbage   | 2 L/ha   | 1 application / 3 ans (jeunes prairies)<br>1 application / an (prairies installées) | 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin – BBCH 14-39 (jeunes prairies)<br>15 mars au 30 juin (prairies installées) | 28 jours                  |
| 15705914 Prairies*désherbage  | 2L/ha jeunes prairies<br>3L/ha prairies installées | 1 application / 3 ans (jeunes prairies)<br>1 application / an (prairies installées) | 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin – BBCH 14-39 (jeunes prairies)<br>15 mars au 30 juin (prairies installées) | 28 jours                  |



## Annexe 2

### Classification des substances actives

| Substance<br>(Référence)                                       | Classification selon le règlement (CE) n°1272/2008 <sup>25</sup> |   |
|--|--|---|
|  | Catégorie  | Code H  |
| Sel de diméthylamine de<br>2,4-D<br>(Reg. (CE)<br>n°1272/2008) | Toxicité aiguë (par voie orale), catégorie 4                     | H302 Nocif en cas d'ingestion   |
|  | Sensibilisation cutanée, catégorie 1                             | H317 Peut provoquer une allergie cutanée  |
|  | Lésions oculaires graves, catégorie 1                            | H318 Provoque des lésions oculaires graves  |
|  | Dangers pour le milieu aquatique - Danger chronique, catégorie 2 | H411 Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme      |
| MCPA<br>(Reg. (CE)<br>n°1272/2008)                             | Toxicité aiguë (par voie orale), catégorie 4                     | H302 Nocif en cas d'ingestion   |
|  | Toxicité aiguë (par voie cutanée), catégorie 4                   | H312 Nocif par contact cutané   |
|  | Toxicité aiguë (par inhalation), catégorie 4                     | H332 Nocif par inhalation   |
|  | Danger aigu pour le milieu aquatique, catégorie 1                | H400 Très toxique pour les organismes aquatiques  |
|  | Danger chronique pour le milieu aquatique, catégorie 1           | H410 Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme |
| Clopyralid<br>(Reg. (CE)<br>n°1272/2008)                       | Lésions oculaires graves, catégorie 1                            | H318 Provoque des lésions oculaires graves  |

<sup>25</sup> Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

### Annexe 3

#### Données relatives à la surveillance (renouvellement d'autorisation après approbation de la substance active)

Une synthèse des données de surveillance sur la santé humaine et l'environnement relatives à la substance active **2,4-D** est réalisée par l'Anses dans le cadre de la phytopharmacovigilance.

Les données de toxicovigilance humaine relatives aux préparations à base de **2,4-D** sont présentées ci-après.

#### Données du réseau Phyt'attitude de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole

La base Phyt'attitude de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole contient, sur la période 1997-2016, 40 signalements d'événements indésirables survenus lors de manipulation ou contact avec une préparation commerciale à base de 2,4-D, seul ou associé à une autre substance active, avec ou sans co-exposition à une ou plusieurs autres préparations phytopharmaceutiques, toutes imputabilités<sup>26</sup> confondues.

Parmi ces 40 signalements, 23 comportaient des troubles-symptômes dont l'imputabilité à la spécialité commerciale contenant du 2,4-D était douteuse et 2 signalements comportaient des troubles-symptômes d'imputabilité exclue. Quinze dossiers de signalement comportaient des troubles-symptômes d'imputabilité plausible, vraisemblable ou très vraisemblable.

Trente-cinq troubles-symptômes sont rapportés dans ces 15 dossiers, avec pour les plus fréquents, des symptômes hépato-digestifs (43%) à type d'irritation oro-pharyngée, diarrhée, nausées, vomissements, douleur abdominale, douleur épigastrique. Viennent en seconde position les symptômes neuro-sensoriels-œil (17%) à type de conjonctivite / érythème conjonctival. On retrouve ensuite des symptômes cutanés (14%) à type de dermatite de contact, eczéma, prurit, des symptômes neuro-sensoriels-nez (11%), des symptômes neurologiques et neuro-musculaires (9%), des symptômes respiratoires (6%).

Ces événements indésirables ont été rapportés principalement lors de l'application manuelle (25%) ou mécanisée de la bouillie (16%), ainsi que lors du déconditionnement/déstockage et préparation d'une bouillie avec une fréquence égale (14%). Ils se sont produits le plus souvent lors de tâches de désherbage hors culture dans les secteurs du paysage-reboisement, sylviculture et pépinières (7 dossiers sur 15).

Sur ces 15 dossiers de signalement, un seul dossier mettait en cause une préparation commerciale à base de 2,4-D seul, sans co-exposition à d'autres préparations commerciales. Il s'agissait d'un salarié qui a présenté deux heures après avoir préparé et appliqué la bouillie sur céréales, des signes digestifs (nausées, vomissements, diarrhée) dont l'imputabilité a été cotée vraisemblable ; les signes ont régressé spontanément. Le salarié signale par ailleurs la récurrence des troubles digestifs à chaque nouvelle exposition à ce produit, ce qui est en faveur de sa responsabilité. Il s'agit cependant d'une préparation dont la concentration en 2,4-D est très élevée et qui a été retirée du marché en 2006.

La préparation LONPAR n'a donné lieu à aucun signalement d'imputabilité.

Après analyse de l'ensemble des données de toxicovigilance humaine, de surveillance dans l'environnement et dans les denrées d'origine animale et végétale, il est estimé que les éléments rapportés ne nécessitent pas l'ajout de recommandations spécifiques supplémentaires à celles indiquées dans la rubrique « Conditions d'emploi » des conclusions de l'évaluation.

Il est rappelé qu'en l'absence de respect de ces conditions d'emploi, l'utilisation de la préparation peut induire des effets néfastes sur la santé humaine et l'environnement.

<sup>26</sup> Une imputabilité est attribuée à chaque couple produit/trouble-symptôme ; l'imputabilité globale du dossier correspond à la plus forte imputabilité attribuée. Elle est cotée de I0 à I4 : exclu, douteux, plausible, vraisemblable, très vraisemblable.